



Lundi 24 septembre 2012

PSA, sous-traitants, Air France, Sanofi, Presstalis, Goodyear, Ford, Renault... Trois-Suisses, Carrefour, Doux... profs, instits, hospitaliers, postiers... Même combat !

Non, il n'y a pas de fatalité aux licenciements. La crise n'est qu'un prétexte. Si la richissime famille Peugeot a planifié la fermeture d'Aulnay, c'est pour empocher nos salaires, tout en dégageant plus de profits sur le dos des travailleurs des autres sites. Tout cela, pour rendre le groupe PSA plus agressif dans la concurrence internationale. C'est une affaire entre grands patrons mafieux voulant se partager le territoire du marché mondial.

Mais ces gens-là savent se réconcilier pour faire payer la note à ceux qu'ils exploitent. Là, pas de problème. Ils se comprennent, ils s'entendent, ils se concertent avec le gouvernement, de droite comme de gauche, qui les protège, les subventionne et les accompagne. Ils s'entendent pour pouvoir licencier à tour de bras. Pour surexploiter ceux qui restent. Pour bloquer les salaires. Pour remettre en cause le droit du travail. Pour faire du chantage à l'emploi et prétendre faire avaler aux syndicats ces accords pourris qu'ils baptisent « accords-compétitivité-emploi ».

A nous, travailleurs de tous les secteurs, de nous concerter, de nous unir, pour faire face tous ensemble à la mafia patronale.

Le grand patronat, avec la complicité gouvernementale, a sa stratégie dans la guerre sociale qu'il nous mène. A nous d'avoir la nôtre.

Jusqu'à présent, toutes ces dernières années, les travailleurs menacés de licenciement ont le plus souvent réagi. Ils se sont mobilisés, ont manifesté, ont engagé des luttes. Mais à chaque fois, ils l'ont fait seuls face à leur propre patron. Et ces luttes localisées et dispersées, même dures, même prolongées, même quand elles obtiennent quelques concessions à la marge, ne peuvent pas remporter de victoire sur l'essentiel : le maintien intégral de l'emploi et des salaires. Pour cela, il est indispensable que les travailleurs aient une stratégie de lutte qui dépasse leur propre cas, et s'adresse aux travailleurs dans la même galère des autres secteurs.

Car c'est cela, la grande trouille du patronat : que

le feu qui couve ici, se propage ailleurs et se généralise. Et c'est cette trouille, si elle se concrétise, qui les fera reculer sur tout, à commencer sur leurs projets de fermetures et de licenciements.

Nous sommes 80 000 salariés chez PSA, 500 000 dans l'automobile avec tous les sous-traitants, et des millions de salariés dans tous les secteurs sur qui pèsent les mêmes menaces que chez nous à PSA. Nous avons la force de ne pas nous laisser faire. A condition de faire front ensemble, face à un patronat et un gouvernement qui eux savent s'unir contre nous.

Notre rassemblement de samedi prochain 29 septembre à la cité des 3000, est un premier pas dans ce sens. Y participeront les camarades d'Air France, de Sanofi, de Presstalis, et bien d'autres salariés de la sous-traitance et tous les secteurs, du 93 et d'ailleurs. Sans compter que le matin même, ceux de Ford et de la région bordelaise montent au Salon de l'auto. Donc :

- **Samedi 29 septembre, à 14 heures, tous à la Rose des vents d'Aulnay-sous-Bois**
- **Et le 9 octobre, Tous au salon de l'auto le matin, et à la manifestation parisienne pour l'emploi l'après-midi**

Il y aura bien d'autres manifestations et, s'il le faut, des grèves et des occupations d'usines. Il importe qu'à chaque fois nous soyons de plus en plus nombreux, ensemble dans l'action pour imposer :

- **Pas un licenciement, pas une fermeture de boîte, mais répartition du travail entre tous ;**
- **Pas un seul accord qui dégrade les conditions de travail et les salaires, que ce soit sous un prétexte de compétitivité ou un autre.**

Si nous savons agir ensemble, rassembler plus de travailleurs de boîtes différentes à chacune de nos actions, nous serons alors de plus en plus convaincants, nous attirerons de plus en plus de monde. Et nous formerons alors une force irrésistible.

Tous concernés par les licenciements

Les travailleurs d'Aulnay appellent à un grand rassemblement contre les licenciements, samedi 29 septembre à partir de 14h dans le quartier de le Rose des vents à Aulnay sous Bois. Cet appel s'adresse à toute la population, travailleurs, chômeurs, jeunes et retraités, nous sommes tous concernés. Dans un département déjà fortement touché par le chômage, entre 30% et 40% dans bien des cités ouvrières, des entreprises florissantes comme PSA, Air France, Carrefour, Sanofi, L'Oréal continuent le massacre.

Ce samedi est l'occasion pour nous tous de montrer que nous sommes nombreux à refuser cette logique des profits.

Ruche en ruine

Au stock intra, de plus en plus d'alvéoles sont condamnées pour cause d'effondrement des étagères. Du coup les bacs sont posés sur la piste, ce qui est dangereux et gêne le travail des caristes.

Depuis le temps que les caristes se plaignent de la fragilité de ces étagères... La direction semble pressée de ne rien faire. Encore des économies sur notre sécurité.

Sur-radins

Au ferrage, sous prétexte de sécurité, il faut porter des surlunettes en plus des lunettes de vue, avec tout l'inconfort que cela suppose. Il serait tellement simple de fournir aux salariés des lunettes de protection adaptées à la vue, mais PSA est trop radin pour ça.

Le babillage de la direction

Maintenant la direction nous harcèle sur la façon de monter ou de descendre un escalier. Sermonner les salariés comme des gamins ne changera pas les risques liés au travail dans cette usine.

Un salon contre les licenciements

Le CE nous propose une entrée à 8€ pour le salon de l'auto. Préférons l'entrée collective et gratuite lors de la manifestation du 9 octobre !

Tous au salon des patrons voyous

Le 9 octobre, avec ceux d'Aulnay, tous les travailleurs du groupe PSA manifesteront le matin au salon de l'auto (avec des sous-traitants, des délégations de Renault et autres), avant de rejoindre l'après-midi le cortège national. Soyons nombreux à participer aux mobilisations face au plan d'attaque général qui n'épargne aucun site ou secteur.

Prêts à tout pour licencier

A PSA Mulhouse, deux salariés étaient convoqués pour licenciements la semaine dernière suite à des

arrêts maladie. Un intérimaire vient d'être licencié pour le même motif.

En cette période de suppressions de postes massives, les patrons s'attaquent aux salariés les plus fragiles pour diminuer les effectifs. Arrêts maladie et accidents du travail sont liés à nos conditions d'exploitation.

Face à cette répression, qui vise à faire baisser la tête à tout le monde, une seule perspective : se serrer les coudes et mener la bagarre contre les licenciements.

Succès de la manifestation à PSA Rennes

À Rennes, samedi 15 septembre, ils étaient près de 5 000 à défiler derrière les travailleurs de PSA, eux aussi menacés de 1 400 suppressions de postes (25 % des effectifs !). Ils ont été rejoints par la délégation d'une trentaine d'ouvriers d'Aulnay. Des ouvriers de Rennes, qui étaient venus à Aulnay appelés par la direction pendant la grève de 2007, n'ont pas caché leur joie de voir la délégation, ce qui a permis de renouer bien des liens.

Un exemple de jonction entre les différents sites menacés, à généraliser à tous les sites, de PSA comme d'ailleurs !

GEFCO : investissements russes, profits français

PSA, vient de refourguer 75 % de sa filiale GEFCO au géant des transports russes RZD, détenu à 100 % par l'État russe. Avec, pour les 11 000 salariés de GEFCO, menaces de restructurations à la clé.

Une belle opération financière pour PSA, qui lui rapportera 800 millions d'euros de RZD et 100 millions de GEFCO au titre de dividende exceptionnel. 900 millions en tout ! De quoi renflouer les caisses et rajouter un chiffre au 11 milliards de trésorerie sur lesquels PSA est confortablement assis. Ce qui lui permettra de continuer à se goinfrer de dividendes, tout en laissant l'État russe fournir les investissements nécessaires, aux frais des contribuables russes, mais surtout aux plus grands profits des patrons russes et français.

La direction mérite une bonne raclette !

Une salariée de PSA Valenciennes était menacée de licenciement pour un prétendu vol de raclettes qui servent à nettoyer les sols, d'une valeur totale de ... 3.07€ ! Elle devait changer de poste et voulait prandre avec elle son matériel de travail en raison des restrictions budgétaires dans l'entreprise. La direction semble être revenue sur sa décision vu le scandale. Voilà qui ressemble bien à ce qui arrive à notre collègue Bakary.

La direction prépare le terrain à son plan de licenciement massif. Elle se veut menaçante ? Les travailleurs de PSA pourraient l'être bien plus contre les licenciements ces prochains temps !